

Allocution de
M. Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

Séminaire

**« Quel avenir pour les transformations sociopolitiques en cours
dans le monde arabe ? »**

Mercredi 14 septembre 2011



Mesdames et Messieurs,

Il me fait plaisir de vous accueillir aujourd'hui à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) dans le cadre des travaux de cette journée d'étude consacrée à l'avenir des transformations sociopolitiques à l'œuvre dans le monde arabe.

Animée par M. Mathieu GUIDERE, Professeur d'Islamologie à l'Université de Toulouse II, cette journée d'étude est organisée en lien avec la mission de veille stratégique de l'IRES qui s'intéresse aux évolutions que connaît le contexte interne et externe du Maroc, en particulier celles relatives à son voisinage maghrébin et euro-méditerranéen.

Il convient de rappeler que cette rencontre est la seconde que l'IRES organise cette année sur les développements importants que connaît le monde arabe et qui ont conduit à l'effondrement des régimes en Tunisie, en Egypte et, récemment, en Libye.

Les débats de la première manifestation, ayant eu lieu en mars 2011, avaient mis en exergue le fait que les événements survenus dans le monde arabe, qui ont surpris le monde par l'ampleur exceptionnelle de leurs conséquences politiques et la rapidité et l'imprévisibilité de leur propagation, sont la résultante de l'accumulation de déficits démocratiques, de la marginalisation économique et de la frustration de franges importantes des populations des pays de cette région.

Parallèlement à ces considérations internes, il a été constaté que les événements précités interviennent dans un contexte international particulier, marqué par quatre grandes évolutions, à savoir :

- L'intransigeance de la communauté internationale, y compris les Etats-Unis, à l'égard des régimes autoritaires. Cette position reproduit le même cheminement poursuivi en Amérique latine dans les années 1980, avec la mise en branle des régimes militaires et la promotion de régimes issus d'élections libres ;



- L'ineffectivité de la menace islamiste comme critère justifiant le maintien de régimes autoritaires. La menace d'Al-Qaïda n'a plus la même résonance que par le passé ;
- L'insoutenabilité des régimes au sein desquels la vie politique est soit dominée par un parti unique (Tunisie) soit construite autour d'une majorité artificielle (Egypte) ;
- L'avènement de la révolution numérique qui joue de plus en plus un rôle majeur en matière d'encadrement des populations, en substitution partielle aux formes de mobilisation classiques (syndicats, partis politiques).

Si l'étendue des événements du printemps arabe laisse suggérer qu'il n'y a pas d'exception à la vague démocratique à l'œuvre, le passage en revue des situations des pays du voisinage nord-africain a montré que les cheminements empruntés par ces pays ne seraient pas forcément les mêmes et qu'ils dépendaient considérablement des spécificités politiques et historiques de chaque pays.

En termes d'implications géopolitiques pouvant être suscités par ces événements, les analyses préliminaires exposées lors de la précédente manifestation avaient mis en relief trois scénarios possibles :

- **Le scénario pessimiste:** Le repli de l'élan démocratique dans les pays arabes à cause d'une forte confrontation entre les acteurs du changement et les forces de résistance. Dans ce scénario, l'exacerbation des crispations internes d'ordre religieux et identitaire n'est pas exclue et peut provoquer l'éclosion de foyers d'instabilités ou de conflits régionaux.
- **Le scénario du statut-quo:** La reproduction des schémas de pouvoir politique et de coopération régionale prévalant avant les révolutions arabes, à cause du non-achèvement des transitions politiques en cours sous la prédominance du poids des anciennes structures sociopolitiques (rôle important des notables, prééminence de l'armée, refuge du clan...).



- **Le scénario souhaitable:** La relance de l'intégration maghrébine et l'approfondissement de la coopération entre les pays arabes grâce à une convergence plus grande des systèmes politiques vers la démocratie et le respect des droits de l'Homme et à l'arrivée de nouvelles élites dirigeantes, adeptes des paradigmes privilégiant la coopération régionale et marquant une rupture avec les approches classiques de type nationaliste.

Depuis l'organisation de la première manifestation en mars 2011, des éléments nouveaux sont survenus dans le contexte régional et national qu'il convient d'examiner aujourd'hui. Nous pouvons évoquer à ce titre:

- la chute du régime de Kadhafi grâce, entre autres, à une intervention externe de l'OTAN avec un rôle notable de la France, de l'Angleterre et de certains pays arabes dont le Maroc. Pour rappel, le Maroc a reconnu le Conseil Libyen de Transition et a exprimé sa disposition à jouer un rôle dans l'action de la communauté internationale pour le soutien de la transition démocratique et la reconstruction de la Libye,
- la mise en branle du régime syrien et l'exacerbation de la crise yéménite,
- l'organisation en cours des élections en Tunisie et en Egypte,
- le partenariat de Deauville lancé par le G8 en mai 2011. Une aide de près de 80 milliards de dollars sur la période 2011-2013 est promise pour relancer les économies de plusieurs économies secoués par les événements en cours. L'aide concerne, dans un premier temps, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et la Jordanie,
- et enfin, au niveau national, l'adoption par le Maroc d'une nouvelle Constitution qui représente un tournant historique visant la consolidation profonde de l'Etat de droit et des institutions démocratiques et ouvrant des perspectives prometteuses pour le développement du pays à tous les niveaux.



Ces nouveaux éléments, correctement analysés et confrontés au positionnement international et à la réalité sociopolitique de chaque pays, nous permettront de cerner, de nuancer et de peser les degrés de vraisemblance des différents scénarios évoqués précédemment. Tel est l'un des objectifs que nous attendons de cette réunion.

Mesdames et Messieurs

Dans le but d'approfondir les transformations sociopolitiques à l'œuvre les pays arabes, nous avons l'opportunité d'accueillir M. Mathieu GUIDERE qui a réalisé l'ouvrage le « choc des révolutions arabes » lequel propose des clés d'analyse des mutations politiques en cours dans chacun des pays de la Ligue Arabe et dresse une prospective à long terme de ces évolutions et des implications géopolitiques qu'elles sont susceptibles de générer sur le plan régional et international.

Après l'exposé des conclusions de cet ouvrage, nous pouvons structurer notre débat autour de trois questions qui me paraissent être fondamentales :

- Quel avenir pour les transformations sociopolitiques internes dans les pays du monde arabe et en particulier pour ceux du voisinage maghrébin ?
- Quels changements géopolitiques pourrait-on attendre de ces transformations en termes de recomposition des alliances stratégiques au sein du monde arabe (à l'image de l'invitation adressée au Maroc et à la Jordanie pour joindre le Conseil de Coopération des pays du Golf) et en termes du rôle et de la position des puissances internationales intéressées par la région ?
- Enfin, quels sont les enjeux et les enseignements de ces bouleversements pour le Maroc ?



Ce sont-là quelques questions qui devraient cadrer notre débat. La présence aujourd'hui d'un panel d'experts de haut niveau constitue une opportunité pour apporter un éclairage approfondi aux mutations en cours.

Avant d'entamer les travaux de cette manifestation, je tiens à remercier l'ensemble des intervenants et des participants pour avoir répondu favorablement à l'invitation de l'IRES.

